

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SABLIERES DU THIEULIN SAS

Chemin Saint Eloi
91720 Maisse

Références : IC250259/RAPVI
Code AIOT : 0010007905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SABLIERES DU THIEULIN SAS implanté Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 Le Thieulin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES DU THIEULIN SAS
- Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 Le Thieulin
- Code AIOT : 0010007905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sable à ciel ouvert

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
			d'action corrective	
6	Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.3.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 3	Sans objet
2	Fréquences et modalités de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 4	Sans objet
4	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué[...] des piézomètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> - PZ2 n°BSS2901X0028/PZ [...] - PZ3 n°BSS2901X0032/PZ [...] - PZ4 n°BSS2901X0032/PZ [...] - PZ6 [...] - PZ7 [...]
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> Par courriel daté du 8 avril 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan topographique de la carrière. Ce plan indique la présence des piézomètres demandés par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2019. A noter que l'inspection n'a pas contrôlé les caractéristiques individuelles de chaque piézomètre. <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fréquences et modalités de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 4		
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance		
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :		
Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Trimestrielle	
Température	Trimestrielle	
pH	Trimestrielle	NFT 90008
Conductivité	Trimestrielle	
Matière en suspension totales	Trimestrielle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène	Trimestrielle	NFT 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30mg/l)
Hydrocarbure	Trimestrielle	NF EN ISO 9377 + XPT 90124 ou NF M 07-203
<p>Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation, et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement sur un paramètre, l'exploitant analyse le dépassement et en avertit l'inspection des installations classées.</p>		
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> Par sondage, l'inspection des installations classées consulte le dernier rapport d'analyse des eaux souterraines réalisé par SOCOTEC. Le rapport comprend l'ensemble des éléments demandés par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 (Paramètres, niveau iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe). L'inspection constate que les résultats d'analyse sont consignés dans un tableau afin d'en faciliter le suivi.		
<u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Station météorologique
Prescription contrôlée : Une station météorologique est installée sur le site d'exploitation de la carrière. Elle enregistre la direction et la vitesse du vent, la température ainsi que la pluviométrie avec une résolution horaire minimum. Cette station est maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> L'exploitant indique à l'inspection des installations classées ne pas disposer de station météorologique sur place. <u>Constat : le site ne dispose pas d'une station météorologique.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini à l'article 9.2.1.1 et présenté en annexe. [...] Les campagnes de mesures durent trente jours [...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objective définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. [...]
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> Par sondage, l'inspection des installations classées consulte le rapport de la société KALI-AIR n°CKL24-A421-PR03-V01 daté du 10 mars 2025 relatif aux mesures de poussières réalisées lors du 1er semestre 2025. Les moyennes des retombées annuelles sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Point n°1 : 42.7 mg/m²/j• Point n°2 : 42 mg/m²/j• Point n°3 : 39 mg/m²/j• Point n°4 : 36.3 mg/m²/j• Point n°5 : 40.2 mg/m²/j Les résultats sont conformes. <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 9.2.6.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques		
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dures aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les Zones à Emergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égale à 45 dB(A)	6 dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3dB(A)

Visite d'inspection du 2 avril 2025

Par sondage, l'inspection des installations classées consulte le rapport acoustique de la société ALHYANGE ACOUSTIQUE daté du 7 juin 2024. La campagne de mesure a été réalisée du mardi 27 au mercredi 28 février 2024. Cette étude est commune aux installations de traitement des matériaux et à la carrière.

L'étude fait état des non-conformités suivantes :

- Pour le point n°5 :
 - Diurne : 7.5 en émergence (seuil : 5)
 - Nocturne : 8 en émergence (seuil : 4)
- Pour le point n°4 :
 - Nocturne : 8.5 en émergence (seuil : 4)

Cependant, le rapport indique les précisions suivantes : "Concernant le Point 5, il est important de préciser que cet emplacement a été modifié par manque d'accessibilité lors de cette campagne de mesure. L'habitation de cette ZER visée par l'AP de l'Usine est située à environ 105m de l'emplacement de mesure (impossibilité de positionner le point de mesure au niveau de la maison) [...] Ainsi, la situation mesurée étant plus contraignante (point de mesure situé plus proche de la carrière que ne l'est l'habitation de la ZER), il en résulterait un niveau en limite d'installation et en émergence sonore moins élevée que celle mesurée et présentée dans ce rapport".

L'exploitant indique à l'inspection qu'une nouvelle campagne de mesure sera réalisée prochainement.

Constat : les valeurs limites d'émergence ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès réception, les résultats de la prochaine analyse. En cas de dépassement, l'exploitant indique également les mesures envisagées pour une mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.2.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les bornes délimitant le périmètre de l'autorisation ne sont pas visibles. L'exploitant n'est pas en capacité d'indiquer si les bornes sont absentes ou alors couvertes par la végétation et indique à l'inspection qu'une remise en état de l'ensemble des bornes est prévue.
<u>Constat : Les bornes délimitant le périmètre de l'autorisation ne sont pas dégagées et/ou ne demeurent pas en place.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction à sec
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 210m NGF. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 3m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.
<u>Visite d'inspection du 2 avril 2025</u> L'inspection des installations classées constate, sur le plan topographique relatif à la mission photogrammétrique du 12 décembre 2024, que le carreau de la carrière a pour cote minimale 209.25 mNGF (zone ouest de la carrière). Cette zone se trouve entre le PZ7 (amont), PZ2 (amont) et PZ4 (aval). Or, les plus hautes connues pour ces piézomètres sur les dix dernières années sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- PZ7 : 212.58 en 2022 (analyse SOCOTEC du 09/09/2022)- PZ2 : 213.82 en 2022 (analyse SOCOTEC du 09/09/2022)- PZ4 : 212.79 en 2022 (analyse SOCOTEC du 09/09/2022)
<u>Constat : Le carreau de la carrière n'a pas pour côte minimale 210 mNGF. Considérant les données rappelées ci-dessus, l'exploitant devra justifier que le fond de fouille actuel est à au moins 3 mNGF des plus hautes eaux connues.</u>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois